

Intervention de Catherine MORIN-DESAILLY

Débat de politique régionale

Séance plénière du 18 mars 2013

Seul le prononcé fait foi

Monsieur le Président, chers collègues,

Cette séance d'aujourd'hui est fortement marquée par les dossiers en rapport avec l'énergie : continuation du dispositif Appel à Projets Energie et approbation du Schéma Régional Climat Air Energie. Mes collègues interviendront sur ces dossiers j'en dirai juste quelques mots.

D'abord vous dire que l'annonce de l'organisation de débats sur la transition énergétique, comme nous l'avions maintes fois demandée, est plutôt une bonne nouvelle puisqu'ils seront l'occasion d'évoquer et réfléchir avec l'ensemble des acteurs de la Normandie de demain, on sait que le questionnement sur l'énergie inclut un questionnement sur nos modes de vie. C'est toutefois seulement « plutôt » une bonne nouvelle car ces débats arrivent après que des décisions importantes semblent avoir été prises : parfois bonnes, je parle ici de ce qui touche à l'éolien off-shore, parfois bien plus discutables et je parle ici de l'abandon de l'EPR à Penly.

Ces débats permettront malgré tout de reposer la question du mix énergétique et de la façon dont on le conçoit : accorder une part croissante aux énergies renouvelables est une nécessité qui ne se discute pas, la part à accorder au nucléaire doit être discuté contrairement à ce que le Schéma que vous nous présenterez tout à l'heure ne le fait. Qu'on le veuille ou non, il s'agit encore aujourd'hui d'une part importante de la production énergétique française et tout particulièrement haut-normande : il est donc éminemment critiquable de quasiment ignorer ce pan important de notre industrie. Il faut au contraire en discuter afin notamment d'encourager la recherche et permettre ainsi des gains en terme de sécurité. Il faut également en discuter car c'est cette énergie qui permet aujourd'hui d'être indépendante sur le plan énergétique : le ministre du redressement productif fait même de notre coût de l'énergie un avantage concurrentiel pour attirer et encourager l'implantation d'entreprises dans notre pays. Aussi à votre gimmick favori voulant que la meilleure des énergies est celle qu'on ne consomme pas, je préfère personnellement dire que la meilleure des énergies est celle qui est produite en Haute-Normandie.

Mes collègues s'exprimeront également au sujet des emplois d'avenir, de l'aménagement des gares, de la réforme de notre Règlement intérieur, bref sur l'ensemble des points relevant de notre ordre du jour. C'est pourquoi je voudrais profiter de notre débat de politique régionale pour revenir sur quelques faits marquants advenus depuis notre dernière séance plénière.

Le premier d'entre eux, c'est évidemment le doublement de la baisse des dotations aux collectivités infligé par l'Etat. l'effort demandé aux collectivités devait être de 750 millions par an en 2014 et 2015, il est maintenant de 1,5 milliards d'euros sur chacune de ces 2 années. Pour couronner le tout c'est le moment où on veut imposer sans concertation préalable une réforme des rythmes scolaires qui s'avère très coûteuse pour les collectivités, les élus notamment en milieu rural ne savent plus comment ils vont y arriver et ont choisi le report de cette réforme qui sera du coup génératrice d'inégalités. Aussi nous tenons à nouveau à dénoncer ici l'hypocrisie du « Pacte de confiance et de solidarité » mis en avant par le chef de l'Etat et son gouvernement pour tenter de vous faire avaler la pilule.

Le désengagement de l'Etat que vous n'aviez de cesse de dénoncer sous le gouvernement Fillon alors que les dotations étaient maintenues, alors que la réforme fiscale a été compensée à l'Euro près, c'est bien aujourd'hui qu'il faut en parler. Et cette baisse des dotations conduira nécessairement à une diminution drastique de l'investissement public et des services rendus à nos concitoyens, car à 75% actuellement ces investissements publics sont assurés par les collectivités locales. Sur ce sujet vous vous faites désormais bien plus discret, préférant user d'un vocabulaire réconfortant : parlant de « pacte » comme si ces décisions de l'Etat ne vous étaient pas imposées, de « confiance » comme si cette diminution des dotations ne traduisait pas l'inquiétude face à des dépenses galopantes dans les collectivités, de « solidarité » alors que chaque niveau institutionnel tente d'attirer la couverture à lui comme le montre les négociations tendues et la rudesse de l'élaboration de la nouvelle réforme de la décentralisation.

Réforme dont on pressent que c'est la montagne qui accouchera d'une souris : le candidat Hollande avait promis une simplification du mille-feuilles territorial et une rupture avec le jacobinisme. Au lieu de quoi, c'est tout le contraire qui se profile : là où le conseiller territorial rendait plus lisible notre organisation et le travail des élus, la gauche réinstaure 2 catégories d'élus distincts –Région/Départements- mais élus le même jour et à ces 2 catégories d'élus correspondront 3 élus avec cette bizarrerie qu'est le binôme pour les

élections départementales. Bref pourquoi faire simple lorsqu'on peut faire compliqué. Ces élus se retrouveront au sein d'une Conférence Territoriale pour l'Action Publique : on ajoute donc une feuille au mille-feuilles ; et comme si cela ne suffisait pas on en rajoute encore une avec le Haut Conseil aux Territoires qui ajoute lui, encore un peu plus au jacobinisme pourtant dénoncé. Pas de lisibilité, pas de simplification, pas de rupture mais seulement le détricotage de tout ce que l'ancienne majorité avait fait.

Le 2nd élément marquant, ce sont toutes les annonces de fermeture de sections et de formations dès la rentrée prochaine.

Alors que dans notre Région 46% des jeunes chômeurs n'ont pas de qualification, que 15,5% des jeunes sont sans diplôme –ce qui est un point de plus que la moyenne nationale-, il est annoncé 17 fermetures de sections et de formations. C'est par exemple le CAP « vendeur-magasinier » du lycée des Andelys, la section « service de proximité et vie locale » des lycées de Vernon, le Havre et Dieppe, les sections « aide à domicile » et « gestion-administration » du lycée du Golf à Dieppe ou le BTS « industrialisation des produits mécaniques » au lycée Neruda de Dieppe.

Il y a sur ce sujet une incompréhension avec les acteurs de la formation : là où vous M.le président, vous évoquez une carte des formations adaptée, il vous est reproché de n'avoir qu'une logique budgétaire et de fermer des sections débouchant sur des emplois avec notamment par exemple les filières d'aide à domicile, métier le plus demandé par Pôle Emploi. Preuve que ces sections abandonnées sont fortement soutenues par les entreprises.

Nous sommes ici au cœur des missions de la Région, vous vous rendez donc complices de ces fermetures. A cet égard votre refus du dialogue sur ce sujet est inexplicable : les organisations syndicales se sont plaintes de votre refus d'écoute ; ici même la présidente de la commission compétente interrogeait nos élus sur la nécessité de réunir la commission puisqu'aucune de nos délibérations du jour ne la concernaient directement : des sections ferment à la rentrée prochaine et le Conseil régional, dont l'une des missions essentielles est la formation, ne juge pas indispensable d'en informer les élus et d'en discuter afin de tenter d'élaborer ensemble des solutions ? Lorsque c'est l'avenir de nos jeunes qui est en jeu, il faut abandonner le sectarisme.

3^{ème} élément marquant, et qui pourrait nous inviter à l'optimisme : l'annonce du Ministre des Transports quant à sa demande formulée auprès de Jacques Rapoport, le président Réseau Ferré de France afin qu'il fasse accélérer les études sur la LNPN.

Il ne faut pas se le cacher, c'est en effet un signe encourageant quant à la volonté de l'Etat de voir la Ligne Nouvelle être réalisée. Cela ne doit malgré tout pas nous faire tomber dans l'optimisme béat et au contraire nous inciter à continuer à faire monter la pression à quelques semaines des conclusions que rendra la commission Mobilité 21 sur la hiérarchisation des projets contenus dans le SNIT.

D'autant que dans cette annonce, le ministre n'a donné aucun gage quant au scénario que devait privilégier ces études. Or nous avons une divergence de fond à cet égard : vous prônez la réalisation du doublement des voies dans le mantois et d'une nouvelle gare à Rouen, nous voulons une réalisation globale de la ligne correspondant à l'ambition initiale de relier Paris à la mer et la Normandie au réseau ferroviaire européen à grande vitesse. Il faut acter dès à présent de l'ensemble du chantier sous peine de ne voir aboutir qu'une version minimaliste de la LNPN qui ne permettrait le déclenchement d'une politique d'aménagement du territoire à grande échelle.

Mais je veux croire que vous avez évolué sur cette question puisque vous avez signé vous aussi la pétition mise en ligne par l'association présidée par M. le président du CESER : or il est bien indiqué dès la page d'accueil de cette pétition des temps de parcours – Paris-Rouen en 45 mn, Paris-Le Havre en 1h15, Paris Caen en 1h15 et Paris Cherbourg en 2h15- qui ne seront atteints que si la ligne est réalisée dans son ensemble.

Enfin sur ce sujet, autre élément qui peut nous inviter à l'optimisme, c'est le fait que la commission Mobilité 21 est présidée par Philippe Duron, députée-maire de Caen, ancien président de la région Basse-Normandie, dont on ne peut douter qu'il est extrêmement sensible à l'avenir de la Normandie. Sur ce dernier point là encore, je relativiserai mon optimisme vu les relations que vous avez entretenu et continuez d'entretenir avec vos homologues bas-normands.

Cela va me permettre d'en venir au 4^{ème} fait marquant de notre actualité régionale, le dernier que j'évoquerai mais pas le moindre.

Il s'agit des propos du président de région Basse-Normandie, Laurent Beauvais, évoquant son souhait de se détourner de la Haute-Normandie, préférant se tourner vers l'ouest à savoir vers les régions Bretagne et Pays de la Loire afin de renforcer leur coopération avec elles. Afin de symboliser son ras-le-bol, il envisage de faire débaptiser la Basse-Normandie pour l'appeler Ouest-Normandie afin que tout lien même sémantique ne la rapproche de la Haute-Normandie.

Il évoque encore très clairement la réunification en expliquant je le cite « qu'elle n'est pas à l'ordre du jour pour une raison simple : les élus haut-normands n'en veulent pas ». Cette dernière affirmation nécessite une précision de taille : ce ne sont pas les élus haut-normands qui n'en veulent pas mais bien évidemment vous M. le président.

Ces déclarations du président de la Basse-Normandie sont restées sans réponse de votre part, à croire que qui ne dit mot consent.

Et pourtant les raisons ne manquent pas d'œuvrer à un rapprochement concret : notre séance consacrée à l'énergie est un bon exemple de secteur dans lequel une grande région normande trouverait toute sa pertinence, permettant une mutualisation des moyens et des connaissances au sein de nos 2 régions en la matière.

Tous les grands dossiers nationaux concernant nos régions trouveraient un écho bien différent si nous pouvions agir à l'échelle de la Normandie, j'ai déjà parlé de la LNPN mais c'est plus largement le dossier de l'Axe-Seine, actuellement au ralenti, qui bénéficierait d'une exposition et de moyens bien plus importants.

Vous mettez en avant quelques coopérations comme le portuaire, le tourisme ou l'enseignement supérieur : mais quelle volonté politique forte les a accompagnées ? Si les acteurs de la société civile et consulaire n'avaient pas été présents pour les porter que serait-il advenu du 1100^{ème} anniversaire de la Normandie ? que serait-il advenu du PRES ?

Et pourtant sous la précédente mandature, de nombreuses études sur la réunification ont été réalisées et sont restées lettre morte. L'idée avait d'ailleurs été évoqué de créer un établissement public comme le permet le code général des collectivités sous le nom d'entente régionale, ce qui aurait permis de travailler ensemble sur certaines compétences en allant plus loin que vous ne l'avez fait avec les coopérations. Cela aurait pu préfigurer la réunification.

Au lieu de quoi, vous avez préféré vous en tenir au statu quo. Ce statu quo n'est aujourd'hui plus tenable, les propos de Laurent Beauvais sont trop graves dans la perspective de la collaboration toujours plus poussée de nos régions pour qu'ils restent sans suite. J'ai lu dans la presse du WE que vous suiviez de près la procédure enclenchée en Alsace sur la fusion entre la collectivité régionale et les 2 départements qui la composent : c'est une piste en effet, mais qui ne ferait qu'accentuer la question de la réunification de la Normandie. En tout état de cause, cette situation n'est pas tenable et mérite une clarification et une prise de position claire des uns et des autres : c'est pourquoi nous vous demandons de bien vouloir organiser un débat sur ce sujet, afin que des positionnements officiels soient actés, que chacun sache exactement à quoi s'en tenir.

La Normandie et les normands méritent que l'on prenne le temps de reposer sereinement les choses et que chacun assume ses responsabilités.

Je vous remercie.